

---

# Annexes

---



# Tableaux de référence de la comptabilité nationale

## 1. PIB et opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2014		
	2012	2013	2014	Milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Contributions au PIB
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>2 132,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>
Importations de biens et de services	0,7	1,7	3,8	651,1	-2,4	-1,2
<b>Ensemble des emplois finals</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>2 783,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,3</b>
Consommation finale effective des ménages <i>dont : dépense de consommation...</i>	0,2	0,6	0,9	1 516,8	0,0	0,7
... finale des ménages	-0,3	0,4	0,6	1 139,0	0,0	0,3
... individuelle des administrations	1,7	1,6	1,9	333,5	0,1	0,3
Consommation finale effective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	182,4	-0,1	0,1
Formation brute de capital fixe <i>dont : des entreprises non financières</i>	0,2	-0,6	-1,2	462,5	0,0	-0,3
<i>des ménages</i>	-0,2	0,5	2,0	258,1	-0,3	0,2
<i>des administrations publiques</i>	-2,1	-1,5	-5,3	105,2	1,4	-0,3
<i>des administrations publiques</i>	1,8	0,1	-6,9	78,6	-0,5	-0,3
Variation des stocks <sup>1</sup>	-0,6 <sup>2</sup>	0,2 <sup>2</sup>	0,2 <sup>2</sup>	10,0	///	0,2
Exportations de biens et de services	2,5	1,7	2,4	611,8	-0,9	0,7

1. Y compris les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.  
Champ : France.

2. Contributions à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

## 2. Valeur ajoutée brute par branche

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2014
	2012	2013	2014	(en milliards d'euros courants)
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>-8,6</b>	<b>-1,9</b>	<b>8,5</b>	<b>32,0</b>
<b>Industrie manufacturière, industries extractives et autres</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,9</b>	<b>262,9</b>
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5,2	2,2	-2,1	49,1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	-1,4	0,1	-3,7	42,5
Cokéfaction et raffinage	-17,3	-4,6	37,0	1,0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,2	2,5	-1,2	29,3
Fabrication de matériels de transport	1,7	0,3	-4,3	22,6
Fabrication d'autres produits industriels	-0,3	0,2	0,8	118,4
<b>Construction</b>	<b>-5,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-3,6</b>	<b>108,3</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>1 064,0</b>
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	0,3	0,7	0,2	337,6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	0,0	1,8	0,5	195,9
Transports et entreposage	1,6	-0,8	1,0	89,5
Hébergement et restauration	-0,4	-0,7	-2,5	52,2
Information et communication	4,4	1,1	1,2	92,9
Activités financières et d'assurance	2,1	-0,4	-0,8	85,8
Activités immobilières	1,5	1,3	1,0	245,6
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	-0,4	0,3	0,7	244,0
Autres services	-0,2	0,7	0,4	58,1
<b>Services principalement non marchands<sup>1</sup></b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>443,0</b>
<b>Ensemble</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>1 910,2</b>

1. Les services principalement non marchands regroupent l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.  
Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

### 3. Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants

	Évolution (en %)			2014 (en Md€)
	2012	2013	2014	
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>0,8</b>	<b>2 132,4</b>
Valeur ajoutée au prix de base	1,3	1,4	0,6	1 910,2
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits <sup>1</sup>	1,8	1,8	2,3	222,2
<b>Revenu national brut</b>	<b>0,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,2</b>	<b>2 174,5</b>
<b>Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie</b>	<b>0,2</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>2 122,7</b>
<b>Valeur ajoutée brute des secteurs</b>				
Valeur ajoutée des entreprises	1,0	1,2	0,2	1 301,4
Sociétés non financières	1,3	0,9	0,3	1 073,6
Entreprises individuelles	-0,2	0,0	-0,5	133,8
Sociétés financières	-0,6	7,2	0,1	94,0
Valeur ajoutée des administrations publiques	2,0	1,9	1,5	360,2
<b>Éléments de partage de la valeur ajoutée</b>				
Rémunération des salariés des entreprises	2,3	1,1	1,6	793,1
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	-1,7	0,6	-0,4	467,6
Rémunération des salariés des administrations	1,8	1,7	1,9	278,2
<b>Sociétés non financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	-1,8	-1,1	-0,6	315,8
Revenus de la propriété nets versés	13,6	-12,8	-13,0	63,4
Épargne brute	-8,9	3,1	3,4	185,8
Formation brute de capital fixe	1,2	1,2	1,7	247,9
Variation des stocks (évolution en Md€)	-13,2	0,9	5,7	9,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-9,4	7,8	-3,6	-50,5
Taux de marge <sup>2</sup> (évolution en points)	-1,0	-0,6	-0,3	29,4
Taux d'autofinancement <sup>3</sup> (évolution en points)	-8,0	1,4	1,3	74,9
<b>Sociétés financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	-7,1	20,1	1,0	36,5
Formation brute de capital fixe	15,9	-15,2	4,8	16,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-7,1	-9,6	-2,2	5,0
<b>Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)</b>				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI <sup>4</sup>	1,7	0,9	0,6	177,0
Revenu mixte net des EI	-1,1	-1,2	-1,0	86,6
Salaires nets reçus	1,7	0,5	1,3	715,7
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature <sup>5</sup>	3,8	2,8	2,3	468,3
Revenus de la propriété nets reçus	-3,7	2,9	-2,2	110,5
Impôts courants	9,0	4,3	1,4	210,8
Revenu disponible brut	0,5	0,7	1,1	1 342,3
Dépense de consommation finale	1,2	1,2	0,6	1 139,0
Revenu disponible brut ajusté	0,9	1,0	1,3	1 720,1
Consommation effective des ménages	1,4	1,4	0,9	1 516,8
Épargne brute	-2,9	-1,9	4,3	203,3
Formation brute de capital fixe	-0,6	-1,5	-3,5	115,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-6,5	-3,3	11,2	81,8
Taux d'épargne <sup>6</sup> (évolution en points)	-0,5	-0,4	0,5	15,1
Taux d'épargne financière <sup>7</sup> (évolution en points)	-0,5	-0,3	0,8	6,1
<b>Relations avec le reste du monde</b>				
Exportations de biens (FAB)	3,0	0,8	0,7	446,4
Importations de biens (FAB)	1,2	-2,0	-0,8	478,5
Exportations de services - importations de services (en Md€)	0,7	-7,7	-6,7	-7,1
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde (en Md€)	-26,2	3,0	6,9	-9,6
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation (en Md€)</b>	<b>-18,5</b>	<b>8,7</b>	<b>7,0</b>	<b>-48,9</b>

1. Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools etc.).  
2. Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute. 3. Épargne brute / formation brute de capital fixe. 4. Excédent principalement tiré de la

location de logements, y compris les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation. 5. Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA). 6. Épargne brute / revenu disponible brut. 7. Capacité de financement / revenu disponible brut.  
Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

# Chronologie 2014

## Janvier

### France

- 01** Le Smic est revalorisé de 1,1 % : il passe à 9,53 euros bruts de l'heure contre 9,43 euros en 2013, soit un montant brut mensuel de 1 445,38 euros. Le revenu de solidarité active (RSA) est revalorisé de 1,3 %, passant à 499,31 euros pour une personne seule.  
Le jour de carence dans la fonction publique qui avait été institué par l'article 105 de la loi de finances pour 2012 est abrogé.
- 14** Lors de sa 3<sup>e</sup> conférence de presse, François Hollande présente le « pacte de responsabilité » et annonce la suppression des cotisations familiales pour les entreprises.

### Union européenne hors France

- 01** La Lettonie devient le 18<sup>e</sup> pays membre de la zone euro.  
La Grèce prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.  
Fiat prend le contrôle de Chrysler pour 4,35 milliards de dollars et devient le 7<sup>e</sup> constructeur automobile mondial.
- 21** Première conférence intergouvernementale entre l'Union européenne et la Serbie qui aspire à devenir membre de l'Union en 2020.
- 22** La Commission européenne renonce à un encadrement législatif de l'exploration et de l'exploitation de pétrole et de gaz de schiste.
- 23** Fin du programme d'aide européen aux banques espagnoles : le MES (mécanisme européen de stabilité) a versé 41 milliards d'euros au gouvernement espagnol pour la recapitalisation et la restructuration de son secteur bancaire, qui a ainsi retrouvé une base solide.

### Monde hors Union européenne

- 01** Entrée en vigueur de « l'Obamacare » : des millions d'Américains accèdent pour la première fois à l'assurance maladie.
- 13** Google acquiert Nest Labs, fabricant américain de thermostats et détecteurs de fumée connectés, pour 3,2 milliards de dollars.

- 20** Dans son discours sur l'état de l'union, Barack Obama confirme son intention de relever de 40 % le salaire minimum fédéral en deux ans.

## Février

### France

- 18** Le constructeur automobile chinois Dongfeng et l'État français entrent dans le capital de PSA à hauteur de 14 %, soit au même niveau que la famille Peugeot.

### Union européenne hors France

- 07** La Commission européenne évalue le coût de la corruption à 120 milliards d'euros par an pour les 28 pays ; elle regrette que la France n'ait pas élaboré de plan de lutte contre ce phénomène.
- 17** Matteo Renzi devient le nouveau Premier ministre d'Italie.
- 27** Le Parlement européen approuve la suppression des visas pour les Moldaves qui souhaitent séjourner moins de 3 mois dans l'espace Schengen.

### Monde hors Union européenne

- 11** À Chypre, reprise des négociations pour la réunification de l'île.  
Les représentants de la Chine et de Taïwan se rencontrent pour la 1<sup>re</sup> fois afin d'accélérer la dynamique de rapprochement politique.
- 20** Violences en Ukraine : 75 manifestants tués à Kiev.
- 25** Premier krach de la monnaie virtuelle d'Internet, le bitcoin, qui s'échange à 550 dollars au lieu de 1 100 dollars en novembre 2013.

## Mars

### France

- 22** Accord entre les partenaires sociaux sur l'assurance chômage, avec la création des droits « rechargeables », qui permettent une meilleure accumulation des droits à indemnisation en cas de reprise temporaire d'emploi.

- 30 Élections municipales : la gauche perd 160 villes de plus de 10 000 habitants au bénéfice essentiellement de l'UMP et de ses alliés (qui en gagnent 139) et du Front national (qui en gagne 11).
- 31 À la suite de ces résultats, démission du gouvernement de Jean-Marc Ayrault : François Hollande choisit Manuel Valls pour lui succéder.

### *Union européenne hors France*

- 12 En Italie, Matteo Renzi présente un plan de 10 milliards d'euros destiné à relancer la croissance.
- 13 Sortie du plan d'aide européen en décembre 2013, l'Irlande lance un emprunt de 1 milliard d'euros au taux historiquement bas de 2,97 %, après un premier emprunt de 3,75 milliards d'euros sur 10 ans émis en janvier.
- 18 Accord entre la Grèce et la « troïka » (Commission européenne, BCE, FMI) sur une nouvelle tranche d'aide.
- 20 Accord entre les représentants des États membres et le Parlement européen sur la création d'un mécanisme européen de gestion des faillites bancaires dans la zone euro.
- 26 Airbus Helicopters signe un contrat de 8 milliards de dollars avec le chinois AVIC pour la production de 1 000 hélicoptères.

### *Monde hors Union européenne*

- 07 Les États-Unis et le Canada annoncent des sanctions diplomatiques et financières (gel d'avoirs russes, de visas, etc.) à l'encontre de la Russie en raison de la situation en Ukraine. Quelques jours plus tard, l'Union européenne fait de même, et annonce l'annulation du sommet UE/Russie prévu pour juin.
- 16 La Crimée vote son rattachement à la Russie, qui annexe la province.
- 17 Moody's abaisse la note de l'Argentine de B3 à Caa1, tandis que Standard and Poor's abaisse celle du Brésil de BBB à BBB-.
- 19 Aux États-Unis, amende record de 1,2 milliard de dollars pour Toyota, pour avoir trompé les consommateurs sur les problèmes rencontrés par ses véhicules.
- 24 Au cours d'un sommet extraordinaire à La Haye, le G7 confirme son soutien à la

souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

- 25 L'OMS revoit à la hausse le bilan de la pollution atmosphérique, responsable d'au moins 7 millions de morts par an.

## **Avril**

### *France*

- 02 Formation du gouvernement de Manuel Valls, où entrent Ségolène Royal (ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie) et François Rebsamen (ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social).
- 05 Vivendi choisit l'offre de Numericable pour le rachat de SFR plutôt que celle de Bouygues.
- 14 Présentation de 50 mesures de simplification pour les entreprises.
- 16 Présentation d'un plan de 50 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques sur 3 ans (entre 2015 et 2017) : 18 milliards pour l'État, 11 milliards pour les collectivités locales, 11 milliards pour la protection sociale et 10 milliards pour l'assurance maladie.

### *Union européenne hors France*

- 01 L'Union européenne lance l'Eufor-RCA, opération militaire destinée à stopper les troubles en République Centrafricaine.
- 10 Malgré une situation économique encore très dégradée, la Grèce emprunte 3 milliards d'euros sur les marchés financiers, au taux de 4,95 % sur 5 ans.
- 23 Eurostat annonce que le déficit public de la zone euro est tombé à 3 % du PIB en 2013, contre 3,7 % en 2012 et 4,1 % en 2011.
- 30 Siemens annonce la suppression de 11 600 postes (sur 370 000 dans le monde) d'ici 2016.

### *Monde hors Union européenne*

- 01 Aux États-Unis, l'assurance maladie dite « Obamacare » devient obligatoire.
- 20 Les ministres des finances du G20, réunis à Washington, examinent les stratégies de croissance.

## Mai

### France

- 09 Publicis renonce à son projet de fusion avec l'américain Omnicom.
- 25 Aux élections européennes, le Front national arrive en tête (25 % des voix) devant l'UMP (21 %).

### Union européenne hors France

- 23 Standard and Poor's relève la note de l'Espagne de BBB – à BBB.
- 25 Élections européennes : le Parti populaire européen (PPE) arrive en tête avec 221 députés sur 751 sièges.

### Monde hors Union européenne

- 06 La Suisse et Singapour acceptent de lever le secret bancaire pour se rallier à l'échange automatique de renseignements fiscaux entre États, comme le préconise le G20 pour lutter contre la fraude.
- 16 En Inde, le candidat nationaliste hindou Narendra Modi devient Premier ministre ; son parti dispose de la majorité absolue au Parlement.
- 22 L'armée prend le pouvoir en Thaïlande et instaure la loi martiale.
- 29 Création de l'Union économique eurasiatique entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan.
- 30 Accord entre l'Argentine et le Club de Paris<sup>1</sup> pour apurer les arriérés de la dette argentine (7 milliards de dollars).

## Juin

### France

- 11 Projet de loi de finances rectificative, prévoyant notamment une diminution de l'impôt sur le revenu de 2013 pour 3,7 millions de ménages, pour un coût de 1,1 milliard d'euros.
- 20 L'État choisit l'offre de General Electric pour le rachat de la branche nucléaire d'Alstom, au détriment de celle de l'association Siemens-Mitsubishi.
- 30 Amende record de 6,5 milliards d'euros pour BNP Paribas, pour avoir violé

les embargos à l'encontre de l'Iran, du Soudan et de Cuba.

### Union européenne hors France

- 02 Le roi Juan-Carlos abdique en faveur de son fils le prince Felipe, qui devient le roi Felipe VI le 18 juin.
- 04 La Commission européenne et la BCE donnent leur accord pour l'entrée de la Lituanie dans l'euro à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.
- 05 La Banque centrale européenne réduit son principal taux directeur de 0,25 % à 0,15 %, un nouveau plus bas niveau historique et son taux de dépôt, qui devient négatif, à – 0,10 %.
- 06 Standard and Poor's relève la note de l'Irlande de BBB+ à A –.
- 12 Le Conseil européen offre la possibilité aux États membres d'interdire les OGM sur leur territoire.
- 27 Accord d'association commerciale entre l'Union européenne et l'Ukraine.

### Monde hors Union européenne

- 10 Les djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) s'emparent de Mossoul, 2<sup>e</sup> ville d'Irak, tandis que les Kurdes investissent Kirkouk, abandonnée par l'armée irakienne.
- 25 Visite historique d'un ministre chinois à Taïwan (fait inédit depuis 1949).
- 29 EIL annonce la création d'un « califat islamique » s'étendant de la région d'Alep (Syrie) à celle de Diyala (Irak).

## Juillet

### France

- 03 La France émet 3,4 milliards d'euros d'obligations à un taux historiquement bas : 1,77 %.
- 23 Adoption par le Parlement de la réforme ferroviaire qui regroupe la SNCF et le Réseau Ferré de France (RFF) dans un même groupe public ferroviaire, constitué des 3 entités SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

1. Les 20 pays membres permanents du Club de Paris sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

### *Union européenne hors France*

- 01 L'Italie prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.
- 02 Le Parlement allemand vote l'instauration d'un salaire minimum de 8,50 euros bruts de l'heure, pour la plupart des salariés et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.  
Le gouvernement allemand adopte un projet de budget à l'équilibre pour la 1<sup>re</sup> fois depuis 1969.
- 15 Élection de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne.

### *Monde hors Union européenne*

- 03 Xi Jinping effectue la première visite officielle d'un président chinois en Corée du Sud.
- 15 Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) décident de créer une banque de développement et un fonds de réserve d'urgence, en contrepartie à la Banque mondiale et au FMI.
- 23 Accord de cessez-le-feu signé en République Centrafricaine.
- 28 La Russie est condamnée par la Cour de justice de La Haye à verser une indemnité de 50 milliards de dollars à la holding GML et au fonds de pension Loukos.
- 30 Condamnée par la justice américaine à rembourser des fonds « voutours », l'Argentine refuse et se place en défaut de paiement sélectif.

## **Août**

### *France*

- 04 Promulgation de la loi sur l'égalité hommes-femmes votée le 28 janvier.
- 06 Le Conseil constitutionnel rejette l'allègement des cotisations sociales prévu par le pacte de responsabilité.
- 25 Démission du gouvernement de Manuel Valls ; celui-ci forme un nouveau gouvernement le 26, avec Emmanuel Macron à l'Économie.

### *Union européenne hors France*

- 03 Le gouvernement portugais renfloue la banque Espírito Santo.
- 22 Revers pour Galileo (concurrent européen du GPS américain) : les deux satellites lancés par une fusée Soyouz depuis la Guyane n'atteignent pas l'orbite prévue.

### *Monde hors Union européenne*

- 01 L'Union européenne prend de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie avec un embargo visant les secteurs de l'énergie et de la défense. Les États-Unis font de même peu après.
- 07 En réponse à ces sanctions, la Russie met en place un embargo d'un an sur les produits alimentaires en provenance de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Norvège.
- 08 Face à l'épidémie d'Ebola, l'OMS déclare l'état d'urgence à l'échelle mondiale.
- 12 L'Unicef indique que la population africaine croîtra de façon soutenue au 21<sup>e</sup> siècle : en 2050, elle représentera un quart de la population mondiale.

## **Septembre**

### *France*

- 15 Grève des pilotes d'Air France contre le projet de développement de la filiale Transavia.
- 17 Le gouvernement présente son projet de loi de finances pour 2014, qui prévoit notamment la suppression de la 1<sup>re</sup> tranche du barème de l'impôt sur le revenu et l'abaissement du seuil de la 2<sup>e</sup> tranche, mesure estimée bénéficier à 9 millions de foyers.
- 25 La ministre de la Santé, Marisol Touraine, présente son plan anti-tabac : paquets neutres et interdiction de « vapoter » dans certains lieux.
- 28 La droite devient majoritaire au Sénat, où le Front national possède désormais 2 sièges.
- 29 Le gouvernement annonce une série d'économies sur la politique familiale, touchant notamment les aides à la garde d'enfants, le congé parental et la prime de naissance.
- 30 Grève des pharmaciens, dentistes, notaires et huissiers face à l'annonce d'une réforme des professions réglementées.

### *Union européenne hors France*

- 04 La BCE annonce une nouvelle baisse des taux ainsi que des achats de créances afin de soutenir la croissance de la zone euro.

- 18 Les Écossais choisissent à une large majorité (55 % des voix) de rester dans le Royaume-Uni.
- 26 L'Union européenne et le Canada signent un accord de libre-échange.

### *Monde hors Union européenne*

- 05 Signature à Minsk d'un cessez-le-feu entre les représentants de l'Ukraine, des séparatistes et de la Russie.
- 16 L'OCDE annonce un plan de 15 mesures pour réformer le système fiscal mondial en 2014-2015 et neutraliser les stratégies mises en œuvre par les multinationales pour éviter l'impôt.
- 19 Le géant chinois du e-commerce Alibaba est introduit en bourse à Wall Street : à 231 milliards de dollars, sa valorisation équivalait à celle d'Amazon et eBay réunis.

## Octobre

### *France*

- 01 Le projet de loi de finances présenté pour 2015 prévoit de ramener le déficit à 4,3 % du PIB en réduisant les dépenses de 21 milliards d'euros.  
Mise en place du dispositif des « *class actions* », uniquement pour des affaires de consommation ou de concurrence.
- 06 Disney recapitalise sa filiale Eurodisney pour 1 milliard d'euros.
- 09 La ministre de l'Écologie décide de suspendre *sine die* le dispositif de l'écotaxe.
- 10 L'Union européenne demande à la France de revoir son projet de budget 2015.
- 13 Le prix Nobel d'économie est attribué à Jean Tirole pour son analyse du pouvoir du marché et de la régulation.

### *Union européenne hors France*

- 22 L'Union européenne valide le collège de commissaires présenté par Jean-Claude Juncker, qui succèdera à Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne le 1<sup>er</sup> novembre.
- 24 Accord des 28 pays membres sur 3 objectifs de lutte contre le réchauffement climatique d'ici à 2030 : diminuer de 40 % les émissions de gaz à effet de serre, porter à 40 % la part des énergies renouvelables, réaliser 27 % d'économies d'énergie.
- 30 La Suède est le premier pays de l'Union européenne à reconnaître l'État de Palestine.

### *Monde hors Union européenne*

- 01 Manifestation à Hong-Kong pour réclamer à Pékin des élections libres et la démission du chef de l'exécutif Leung Chun-Ying.
- 26 Dilma Rousseff est réélue présidente du Brésil.
- 29 À Berlin, 51 États signent un accord d'échange automatisé de données financières à des fins fiscales à partir de 2017.
- 30 L'armée prend le pouvoir au Burkina-Faso.

## Novembre

### *France*

- 04 À Marseille, dépôt de bilan de la SNCM (Société nationale Corse-Méditerranée).
- 05 Les activités dans le domaine de l'énergie d'Alstom sont reprises par General Electric.

### *Union européenne hors France*

- 06 Une quarantaine de journaux de différents pays (dont *Le Monde* en France) révèlent des pratiques d'évasion fiscale de 340 multinationales au Luxembourg (affaire dite « Luxleaks »).

### *Monde hors Union européenne*

- 04 Lors des élections de mi-mandat, les Démocrates perdent la majorité au Sénat.
- 17 Accord de libre-échange entre la Chine et l'Australie.
- 24 À Vienne, échec des négociations sur le programme nucléaire iranien et sur la levée des sanctions.

## Décembre

### *France*

- 01 Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2015 : les allocations familiales sont modulées en fonction des ressources, pour une économie attendue de 800 millions d'euros par an.
- 04 Commande de 2 navires de croisière aux Chantiers de l'Atlantique, pour 1,2 milliard de dollars.
- 12 Fitch abaisse la note souveraine de la France de AA+ à AA.
- 17 Adoption par le Parlement de la nouvelle carte de France à 13 régions au lieu de 22.
- 22 Airbus livre son premier exemplaire de l'A350 à Qatar Airways.

Le régulateur des assurances inflige une amende de 50 millions d'euros à Allianz pour insuffisance de recherche des ayants droit de contrats d'assurance-vie non réclamés.

- 31** L'État trouve un accord avec la société *Ecomouv*, aux termes duquel il versera 800 millions d'euros d'indemnités pour rupture du contrat de collecte de l'écotaxe.

### *Union européenne hors France*

- 01** Le polonais Donald Tusk remplace Herman Van Rompuy à la présidence du Conseil européen. Ses priorités sont la protection des valeurs fondamentales de l'Europe, l'appui aux pays soutenant les valeurs européennes, la croissance et l'entretien des relations avec les États-Unis.
- 15** La Commission européenne donne son accord à la fusion des cimentiers Lafarge (France) et Holcim (Suisse) qui donnera naissance au n° 1 mondial des matériaux de construction.

- 31** Dissolution du Parlement grec, le candidat à la présidence de la République n'ayant pas recueilli les 180 voix sur 300 nécessaires.

### *Monde hors Union européenne*

- 13** À Lima, la conférence des Nations Unies sur le réchauffement climatique se fixe pour objectif la signature à Paris, en décembre 2015, d'un nouvel accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- 17** Les États-Unis et Cuba annoncent le rétablissement des relations diplomatiques et la levée de l'embargo.
- 27** Au Japon, le gouvernement de Shinzo Abe présente un plan de 3 500 milliards de yens, soit 24 milliards d'euros, pour dynamiser la consommation et aider les petites entreprises.

## Agents non financiers résidents

Ils sont répartis en trois secteurs : les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ; les sociétés non financières ; les administrations publiques (APU), ces dernières regroupant l'État, les organismes divers d'administration centrale (Odac), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

## Chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)

Personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui :

- n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence ;
- est disponible pour travailler dans les deux semaines ;
- a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

## Compétitivité-prix à l'exportation

Rapport d'un prix de référence étranger à un prix à l'exportation français. Le prix de référence étranger est une moyenne pondérée des prix de 23 partenaires commerciaux de la France dans l'OCDE. La pondération et les prix de ces 23 partenaires sont établis en fonction de l'intensité de la concurrence exercée par les exportateurs étrangers sur les marchés tiers pour une année de référence (1999).

Selon la même méthode, on calcule également un indicateur de compétitivité-coût, qui compare les coûts salariaux unitaires de la France à ceux de ses 23 partenaires.

Ces derniers, considérés pour les indicateurs de compétitivité-prix et de compétitivité-coût sont l'ensemble des pays de l'OCDE à l'exclusion de l'Europe centrale (Pologne, Hongrie,

République tchèque, Slovaquie, Slovénie et Estonie), du Luxembourg, de l'Islande, d'Israël et du Chili. L'indicateur de compétitivité-prix se rapporte aux biens et services, celui des coûts à l'ensemble de l'économie.

## Déficit commercial

Déficit des échanges extérieurs de biens en valeur, mesuré FAB-FAB (voir **FAB - franco à bord**).

## Dépenses des administrations publiques

Elles sont ventilées suivant une nomenclature internationale définie dans le chapitre 29 du système de comptes nationaux (SCN) de 2008 : la COFOG (*Classification of the functions of government*). Celle-ci répartit les dépenses des administrations publiques en dix catégories selon leur finalité.

Le champ des administrations publiques et le montant des dépenses sont ceux de la comptabilité nationale. Conventionnellement, les dépenses d'intérêts de la dette, lorsque la finalité de ces dépenses d'intérêts ne peut être distinguée de manière précise, sont comptabilisées dans la fonction « services publics généraux ». L'affectation des dépenses de transfert (transferts courants ou en capital) est faite suivant la dépense qu'elle finance lorsqu'elle est connue. Dans le cas contraire, elle figure conventionnellement en « services publics généraux ».

Le partage, délicat, entre dépenses de santé et de protection sociale peut nuire à la comparabilité des résultats internationaux. Sont comptabilisés dans les chiffres français : en santé, les dépenses concernant la prise en charge de soins de santé (remboursement de soins de ville et de biens médicaux) et les coûts de fonctionnement des hôpitaux ; en protection sociale, les transferts en espèces aux ménages destinés à compenser les pertes de revenus dues à la maladie et aux accidents du travail (indemnités journalières).

Les dépenses par sous-secteurs (État, Odac, administrations publiques locales et administrations de sécurité sociale) présentées ici sont consolidées : elles excluent tous les transferts à destination d'autres administrations publiques.

## Dettes nettes

Dettes publiques notifiées diminuées des dépôts, crédits et titres de créances négociables (évalués à leur valeur nominale) détenus par les administrations publiques des autres secteurs.

## Dettes publiques au sens de Maastricht

Cohérente avec les comptes nationaux financiers, elle diffère du total du passif des administrations publiques car : elle exclut certains instruments de dette, essentiellement les crédits commerciaux et autres délais de paiement ; elle est consolidée : les dettes dont le créancier appartient au champ des administrations publiques sont exclues ; enfin, elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement effective et non à la valeur de marché comme cela se fait dans les comptes nationaux.

## Emploi

En comptabilité nationale, tous les types d'emploi (salarié, non salarié) sont comptabilisés et chaque personne compte pour un emploi dit « **en personne physique** », quel que soit son temps de travail et même s'il est très réduit. La notion d'**emploi intérieur** correspond à l'emploi généré par l'économie sur le territoire, en métropole et dans les départements d'outre-mer (y compris Mayotte). Les estimations intègrent les non-résidents travaillant sur le territoire économique (frontaliers ou saisonniers venant en France), mais excluent les résidents travaillant à l'étranger.

Pour tenir compte de façon plus précise de la force de travail mobilisée par l'économie française, il faut recourir à la notion d'« **équivalent temps plein** », qui prend notamment en compte le temps partiel : deux personnes travaillant à mi-temps sont par exemple comptabilisées pour un seul équivalent

temps plein. À l'inverse, la multiactivité et les corrections pour travail non déclaré tendent à relever les effectifs en équivalent temps plein. Au total, le nombre d'emplois en équivalent temps plein est inférieur à l'emploi comptabilisé en personnes physiques.

## Empreinte carbone de la demande finale nationale (en tonnes par personne)

Émissions de CO<sub>2</sub> associées à l'ensemble des biens et services destinés à satisfaire la demande finale nationale.

## Endettement des agents non financiers résidents

Il s'agit ici d'un agrégat large de l'endettement des agents non financiers résidents, englobant l'ensemble des engagements contractés sous forme d'emprunts auprès des institutions financières (institutions financières monétaires et autres intermédiaires financiers), résidentes et non résidentes, et sous forme de titres de créance émis sur les marchés de capitaux, en France comme à l'étranger. Les encours de titres de créance sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Pour les administrations publiques (APU), c'est l'encours de la dette notifiée par la France à la Commission européenne (dite dette « Maastricht ») qui est présenté. La dette « Maastricht » est consolidée : les dettes entre sous-secteurs des APU en sont exclues. Ici, la présentation ne comprend ni les prêts entre agents non financiers résidents, ni les crédits commerciaux, ni les prêts entre affiliés. Les financements par émissions d'actions n'apparaissent pas non plus, car ils ne constituent pas une dette mais un droit de propriété.

## Enquête Emploi en continu

Enquête auprès des ménages, qui porte sur les personnes de 15 ans ou plus vivant en France métropolitaine. Chaque trimestre, près de 70 000 logements répondent à l'enquête (sont exclues du champ de l'enquête les communautés : foyers, cités universitaires, hôpitaux, prisons), l'ensemble des répondants compte autour de 100 000 personnes de 15 ans ou plus.

Cet échantillon est partiellement renouvelé chaque trimestre. La collecte a lieu en continu durant toutes les semaines de chaque trimestre. L'enquête est prolongée par une enquête postale auprès des non-répondants dont les résultats sont disponibles plus tardivement. Le taux de chômage est estimé avec une précision de +/- 0,3 point.

### Équivalent temps plein

Voir **Emploi**.

### Excédent brut d'exploitation

Solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

### FAB - franco à bord

Désigne une marchandise dont la valeur à l'importation est évaluée au passage à la frontière du pays d'origine à l'exclusion des coûts de transport et d'assurance entre la frontière du pays d'origine et celle du pays importateur. Lorsque ces coûts sont inclus, les importations sont valorisées CAF (« coûts, assurance, fret »). Les exportations sont toujours mesurées FAB. La correction CAF-FAB pour les importations n'est disponible que globalement, et pas pour chaque poste isolément.

### Indicateur conjoncturel de fécondité ou somme des naissances réduites

Nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

### Intermédiaires financiers hors sociétés d'assurance (IF)

Regroupent, pour l'essentiel, la Banque de France, les établissements de crédit et les fonds

d'investissement (organismes de placement collectif monétaires, non monétaires et assimilés).

La comptabilité nationale distingue deux composantes de la production des IF : d'une part la **production facturée**, c'est-à-dire essentiellement les commissions, d'autre part la production de **services d'intermédiation financière indirectement mesurés** (Sifim), correspondant aux marges d'intérêt perçues à l'occasion des opérations de crédit et de dépôt réalisées par les banques avec leur clientèle.

### Parités de pouvoir d'achat (PPA)

Taux qui permettent de convertir toutes les monnaies dans une monnaie commune, le **standard de pouvoir d'achat** (SPA), qui a le même pouvoir d'achat dans chaque pays. L'agrégat de référence est le PIB, mais les indices de volume par habitant peuvent être évalués pour tous les agrégats. Les indices de prix et de volume sont calculés par rapport à une base 100 représentant la moyenne de l'Union européenne à 28.

### Part de marché relative de la France

Rapport des exportations totales françaises de biens et services aux exportations mondiales de biens et services. À noter que l'indicateur de part de marché a changé depuis la publication précédente. La part de marché (en valeur comme en volume) est désormais calculée par rapport au total des exportations mondiales de biens et services (et non plus uniquement par rapport au total des exportations des pays de l'OCDE), ce qui permet de prendre en compte les pays émergents, notamment la Chine.

### Patrimoine national

Patrimoine des résidents sur le territoire national. Il est composé du patrimoine non financier et du patrimoine financier net, à la fois solde des créances et dettes vis-à-vis de l'extérieur et solde des actifs et passifs financiers détenus au niveau national. Dans le compte de patrimoine, on distingue la valeur des bâtiments de celle des terrains qui les supportent. L'évolution des prix des bâtiments suit l'indice du coût de la construction et l'ensemble bâtiments

plus terrains bâtis l'indice de prix des logements anciens. Ce sont donc principalement les terrains qui supportent les variations des prix de l'immobilier.

### **Pauvreté monétaire** (en %)

Part des personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du revenu médian.

### **Pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB)**

L'évolution du pouvoir d'achat du RDB rapporte l'évolution du RDB à celle du prix de la dépense de consommation des ménages.

### **Productivité matières** (en euros/kg)

Rapport entre le PIB en volume (base 2010) et la consommation intérieure de matières premières.

### **Produit intérieur net (PIN)**

Mesure la production agrégée des agents économiques résidents au cours de la période (PIB), nette de la consommation de capital fixe (CCF), qui correspond au coût d'usure et d'obsolescence du capital au cours de la même période. De même, le revenu disponible net s'obtient en déduisant la CCF du revenu disponible brut. Il est préférable de comparer les stocks de patrimoine avec des flux macroéconomiques nets plutôt que bruts, car il est lui-même un stock net.

### **Ratios d'endettement**

Leur suivi permet d'apprécier l'adéquation des financements obtenus sous forme d'emprunts par les agents économiques aux évolutions de l'économie réelle. La répartition par instruments des financements obtenus (crédits, titres de créance) fournit des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement.

### **Revenu disponible ajusté des ménages**

Revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, contreparties des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

### **Revenu disponible brut (RDB)**

Revenu à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne une fois déduits des prélèvements sociaux et fiscaux. Il comprend les revenus d'activité (rémunération des salariés et revenus d'entreprise des entrepreneurs individuels), les revenus de la propriété (dividendes, intérêts et loyers), les prestations sociales autres que des transferts sociaux en nature (pensions de retraite, indemnités de chômage, allocations familiales, minima sociaux, etc.), les autres transferts courants (notamment les indemnités d'assurance nettes des primes), diminués des impôts et cotisations sociales versés par les ménages.

### **Revenu national brut (RNB)**

Mesure l'ensemble des revenus perçus par les agents résidant sur le territoire national tandis que le PIB mesure le surcroît de richesse produit dans l'année sur le territoire national. Il est obtenu en ajoutant au PIB le solde (positif ou négatif) des revenus du travail et de la propriété reçus du reste du monde.

### **Secteur des sociétés d'assurance**

Regroupe toutes les sociétés, hors organismes de sécurité sociale, dont les activités recourent la protection contre divers risques (décès, invalidité, santé, dommages corporels, dommages aux biens, etc.), la constitution d'une épargne (assurance-vie) ainsi que la réassurance. Il inclut par ailleurs les opérations réalisées par la Coface pour le compte de l'État français. Les sociétés d'assurance classique reçoivent des primes et versent des indemnités tandis que les sociétés d'assurance sociale privée reçoivent des cotisations et versent des prestations. En

comptabilité nationale, le service produit par les sociétés d'assurance est mesuré comme la somme des primes (ou cotisations) et des revenus de placement des réserves, diminuée des indemnités attendues ou des prestations dues. Dans le cas de l'assurance-vie, cette définition intègre les décalages temporels entre le versement des cotisations par les épargnants et le bénéfice qu'ils en tirent (à la clôture du contrat) en tenant compte des provisions financières que la société d'assurance doit réglementairement constituer.

### **Sorties précoces du système scolaire** (en %)

Elles sont mesurées par la proportion de jeunes de 18-24 ans qui ne poursuivent pas d'études ni de formation et n'ont ni certificat d'aptitude professionnelle (CAP), ni brevet d'études professionnelles (BEP), ni diplôme supérieur.

### **Taux d'autofinancement**

Rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe.

### **Taux de change effectif nominal (respectivement réel) de la France**

Il est calculé en agrégeant les parités nominales (respectivement déflatées par les prix à la consommation) des monnaies de 23 pays de l'OCDE avec la même pondération que celle utilisée pour le calcul de la compétitivité-coût et prix.

La compétitivité-prix française s'améliore lorsque les prix français progressent moins vite que les prix étrangers exprimés en une monnaie commune, que ce soit en raison d'une moindre inflation, d'une dépréciation nominale ou d'une combinaison de ces deux facteurs. Une situation où la compétitivité-coût se détériore et où la compétitivité-prix reste

stable peut traduire un effort de compression des marges plus important de la part des exportateurs français.

### **Taux de couverture**

Rapport entre les exportations et les importations FAB.

### **Taux de croissance annuel**

En pourcentage de l'année N, rapport entre le flux de l'année N et l'encours observé à la fin de l'année N-1.

### **Taux d'investissement**

Rapport de la formation brute de capital fixe à la valeur ajoutée.

### **Taux de marge**

Rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée.

### **Titres de créance**

Désignent les bons du Trésor (BTF et BTAN), les titres de créances négociables émis sur le marché français (billets de trésorerie, certificats de dépôt, bons à moyen terme négociables), le *commercial paper* émis à l'étranger et les *Euro medium term notes* (EMTN) et les obligations, dont les obligations assimilables du Trésor (OAT). Au sein des titres de créance, les titres à court terme sont les titres d'échéance initiale inférieure ou égale à un an et les titres à moyen et long terme, ceux dont l'échéance à l'émission est supérieure à un an. Pour ces derniers, les émissions des groupes bancaires acquises par ces mêmes groupes sont exclues des statistiques présentées dans le présent ouvrage.